

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA TURQUIE EN MUTATION TURKEY IS CHANGING

Edited by / Sous la direction de
Vivi Kefala

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Mersilia Anastasiadou

S. Gülden Ayman

Ioannis N. Grigoriadis

Vivi Kefala

Afendoulis Th. Langides

Gencer Özcan

Çiğdem Üstün

Christodoulos K. Yiallourides

CHYPRE / CYPRUS

Stephanos Constantinides

La Turquie, Chypre et la Méditerranée orientale

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Nathalie Katinakis

Lévendia, Philotimo, Kaïmos: Figures et Formes

Rebelles de la Musique Grecque

Volume 20, No 1, Spring / Printemps 2012

1

La Turquie, le Moyen-Orient et les révoltes arabes

Vivy Kefala*

ABSTRACT

Turkey under the AKP, for domestic political reasons but also under the weight of regional and international changes, outlined a new foreign policy while arguing azimuth geostrategic and geoeconomic position. Without abandoning its Western allies and its prospects for joining the European Union, Ankara turns to the Arab-Muslim world seeking to achieve a hegemonic position or become the cultural center of this set according to the old Ottoman model. This is an ambitious project whose success would give Turkey a unique weight to every point of view. That said, it is unlikely that the new Turkish policy could reconcile its own contradictions and overcome the mistrust of Arab countries towards it which have their own priorities and that have no interest in helping Turkey to become a regional pole even to their detriment.

RÉSUMÉ

La Turquie sous l'AKP, pour des raisons de politique intérieure mais aussi avec le poids des changements régionaux et internationaux, a défini une nouvelle politique extérieure tous azimuts faisant valoir sa position géostratégique et géoéconomique. Sans abandonner ses alliés occidentaux et son projet d'adhésion à l'Union européenne, Ankara se tourne vers le monde arabo-musulman cherchant d'y obtenir une position hégémonique ou bien de devenir le centre culturel de cet ensemble selon le modèle ottoman de jadis. Il s'agit d'un projet ambitieux dont le succès donnerait à la Turquie un poids inédit à tous points de vue. Ceci étant, il est peu probable que la nouvelle politique turque puisse concilier ses propres contradictions et surmonter la méfiance des pays arabes à son égard, avec leurs propres priorités et qui n'ont aucun intérêt à aider la Turquie à devenir un pôle régional à leur détriment.

Introduction

Depuis son fondement en 1923 l'Etat turc moderne a suivi une politique extérieure orientée vers l'Occident, ce qui éloignait Ankara de son contour moyen-oriental immédiat. Cette orientation politique se consolide durant les

* Université d'Egée.

années de la Guerre froide par l'adhésion du pays aux principales structures politico-militaires occidentales, voire à l'OTAN. Dès lors grâce à sa position de gardienne des Détroits la Turquie devient une des frontières politico-stratégiques les plus importantes entre l'Occident et le camp socialiste, en endiguant la politique soviétique qui cherchait ardemment d'acquérir un accès libre «aux mers chaudes» (Bazoglu, 1981).

La fin de la Guerre froide trouve la Turquie dans un monde en mutation profonde où les équilibres et les enjeux politico-stratégiques d'hier n'existaient plus. Dans ce contexte fluide, ambigu et conflictuel la Turquie se trouve au voisinage immédiat avec deux sous-systèmes en conflit c'est-à-dire les Balkans et le Moyen-Orient ainsi qu'avec le Caucase et l'Asie centrale, régions en effervescence et à la recherche d'identité et de développement. Cette situation inédite qui créait autant de risques et d'opportunités a obligé la Turquie à se lancer à la recherche d'un rôle régional nouveau et à revaloriser son poids géopolitique et géostratégique aux yeux de ses alliés occidentaux.

Durant la première décennie métabipolaire, Ankara a essayé de se présenter comme un modèle pour les nouveaux pays à population musulmane, émergés après la dissolution de l'URSS, tout en resserrant ses relations avec les pays arabes dits modérés, entamées déjà aux années '80, sous Turgut Ozal. Parallèlement, la Turquie cherchait à accomplir son adhésion à l'Union européenne. Ceci étant, les efforts de la diplomatie turque n'avaient pas les résultats attendus du côté turc: ni l'adhésion européenne ni une place de puissance régionale au Moyen-Orient ne furent acquises (Kefala, 1999).

La première décennie du nouveau siècle a été marquée par les coups terroristes contre les Etats-Unis en septembre 2001. Quelques mois après en Turquie, le Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi AKP) -un parti islamique modéré- emporte une victoire écrasante aux élections législatives de 2002. Le nouveau gouvernement turc avait une double tâche difficile à accomplir dans le domaine de la politique intérieure: redresser l'économie du pays au bord de la faillite et se battre pour sa propre survie contre la méfiance grandissante à son égard de la part de l'*establishment* politico-militaire kémaliste. Sur le plan de sa politique extérieure la Turquie devait faire face aux développements régionaux dont certains, comme la guerre de 2003 contre l'Irak, touchaient directement à des intérêts considérés vitaux par Ankara.

Dès lors, la politique extérieure turque commence à se différencier par rapport à un passé pas si lointain. Le nouveau gouvernement en place à Ankara a graduellement pris des distances face aux Etats-Unis, allié traditionnel et stratégique de la Turquie, et il se mit à tracer une politique extérieure encore plus active qu'auparavant aux sous-systèmes voisins et surtout au Moyen-

Orient, région toujours vitale du point de vue politique et économique.

L'idée principale développée dans cet article est que la Turquie pour des raisons de politique intérieure mais aussi sous le poids des changements régionaux et internationaux a tracé une nouvelle politique extérieure tout azimut visant à surmonter ses problèmes et à s'imposer comme puissance régionale. Il s'agit d'un jeu subtil de risques et d'opportunités dans le cadre duquel le succès de la politique moyen-orientale de la Turquie non seulement renforcerait sa position dans la région mais en même-temps il consoliderait la position du gouvernement islamique turc à l'intérieur du pays. Par ailleurs, gagner une position hégémonique au Moyen-Orient ou encore devenir le centre culturel et politique des pays musulmans d'une région aussi vaste que celle qui s'étend du Caucase au Golfe y compris l'Afrique du Nord, selon le modèle ottoman de jadis, signifie que la Turquie acquiert un poids inédit de tout point de vue.

Pour gagner cet enjeu de taille la Turquie a révisé ses priorités et ses alliances régionales et elle a fait valoir son poids géostratégique, géopolitique et géoéconomique dans tous les domaines et surtout dans le domaine du transport du pétrole. Ainsi, la Turquie, sans abandonner ses alliés occidentaux et son projet d'adhésion à l'Union européenne, transpose-t-elle le centre de gravité de son action politico-diplomatique et n'hésite-elle pas à arriver à la rupture avec Israël et à renouer des relations politiques avec des pays arabes, tel la Syrie, avec laquelle la Turquie avait des relations plutôt conflictuelles. Par ailleurs, la Turquie a cherché à jouer un rôle actif durant les révoltes arabes, éclatées en 2011, en exerçant des pressions politico-diplomatiques sur les régimes égyptien et syrien et elle a finalement collaboré avec les pays occidentaux qui ont imposé une *no fly zone* sur la Libye. Ceci étant, et malgré des succès politiques turcs dans le monde arabe, il est peu probable que cette «offensive d'amitié» de la Turquie pourra surmonter ses propres contradictions et aussi la méfiance des pays arabes qui sont d'ailleurs si diversifiés, qui ont leurs propres intérêts et priorités et qui n'ont aucun intérêt à aider la Turquie à devenir un pôle régional, voire au détriment de leurs propres ambitions.

«La profondeur stratégique de la Turquie»

L'architecte de la politique régionale turque, se voulant nouvelle et multidimensionnelle, est l'actuel ministre des Affaires étrangères de la Turquie Ahmet Davutoğlu qui a exprimé ses idées dans son livre intitulé «*La profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie*». Dans cet ouvrage Ahmet

Davutoğlu adopte une optique géostratégique qui met en valeur la position géopolitique de la Turquie et son poids stratégique et économique qui, au lieu de diminuer après la fin de la Guerre froide, augmente dans les conditions méta bipolaires actuelles, vu que la Turquie occupe un espace névralgique:

(...) la Turquie est via Thrace un pays balkanique; Elle est (aussi) un pays côtier de la mer Noire; par le biais du plateau d'Erzeroum la Turquie est un pays du Caucase; via la plaine de Haran la Turquie est un pays de la Mésopotamie et du Moyen-Orient et par le biais de ses côtes du sud et du Golfe d'Alexandrette elle est un pays de la Méditerranée orientale. (...) La position spéciale des Détroits de Bosphore et des Dardanelles ajoute à cette richesse géographique la dimension d'un espace qui relie des continents. Les Détroits constituent le point cardinal des voies qui traversent l'Eurasie vers la direction Nord-Sud et Est-Ouest (Davutoğlu, 2010: 301).¹

Ce passage ne fait qu'une description classique de la position géostratégique de la Turquie en tant que point cardinal et passage obligatoire transcontinental. Pourtant, ce qui est intéressant dans cette analyse est la différence établie entre l'utilisation de cet espace stratégique dans le passé et dans le future. En fait, durant la Guerre froide, Ankara a offert sa position géostratégique de pivot à ses alliés occidentaux, qui l'utilisaient efficacement pour endiguer l'Union soviétique. Ainsi, la Turquie gagnait-elle la place de l'allié indispensable de l'Occident dans la région en jouissant des privilèges mais aussi en subissant des restrictions qui en découlaient (Davutoğlu 2010: 248-249). Or, aujourd'hui, une fois que n'existent plus ni les équilibres politiques et stratégiques ni les contraintes de la Guerre froide, la Turquie doit utiliser cet espace précieux à son propre compte et chercher à accomplir des enjeux propres à sa politique extérieure. D'autant plus que des intérêts vitaux turcs sont parfois mis en danger par la politique américaine, comme c'est le cas au nord de l'Irak, ou bien l'attitude de Washington à l'égard de l'Iran, qui non seulement est un pays voisin mais aussi un partenaire économique important pour Ankara. En ce qui concerne le domaine des relations turco-européennes le bilan n'est pas satisfaisant pour Ankara qui trouve que l'attitude de Bruxelles par rapport à son adhésion à l'Union européenne est pour le moins ambivalente (Perouse, 2004).

En d'autres termes, selon l'analyse d'Ahmet Davutoglu, le temps est propice pour que la Turquie utilise habilement ses avantages pour changer le statut que lui était réservé par l'Occident durant la Guerre froide, à savoir le statut d'un pays de deuxième rang, pourtant allié indispensable. D'ores et déjà la

Turquie, sans rompre ses liens transatlantiques et sans abandonner l'enjeu de son adhésion à l'Union européenne, devrait quand il le faut différencier sa politique régionale de celle des ses alliés occidentaux pour mieux servir ses intérêts nationaux. Dans ce cadre des considérations la Turquie devrait adopter «une politique de problèmes zéro» avec ses voisins, à savoir laisser derrière elle une politique conflictuelle, comme c'était le cas avec la Syrie, l'Iraq ou bien avec l'Iran, une politique qui reflétait en partie au moins celle de ses alliés occidentaux (Dorronsoro, 2009).

En ce qui concerne les relations de la Turquie avec la Grèce elles ne doivent plus être considérées comme une priorité comme se fut toujours le cas, car une telle attitude piégeait la Turquie dans une échelle d'action politique inférieure à ses possibilités en l'empêchant d'exercer une politique de grande échelle et d'envergure mondiale. Il en va de même pour Chypre. La Turquie devrait être préparée à répondre avec sévérité à toute action qui menace ses planifications stratégiques, elle ne doit pas permettre que sa politique extérieure soit hypothéquée ou se laisser entraîner à une position inférieure, qui n'est pas la sienne. Par contre la Turquie, un pays qui dispose d'un poids spécial, doit s'affirmer au rang qui est le sien et d'où elle devrait s'entretenir avec les autres acteurs internationaux (Davutoğlu, 2010: 236-238).

Ceci signifie qu'en développant ses possibilités et sa dynamique croissante la Turquie pourrait influencer à son profit le devenir des sous-systèmes qui lui sont voisins, voir devenir un pôle régional en comblant le vide de *leadership* au Moyen-Orient et en Afrique du nord, régions liées à la Turquie par une religion et une civilisation communes mais aussi par un passé ottoman commun (Davutoğlu 2010, 302-303). Il faut donc réviser sa politique extérieure et faire des choix à savoir maintenir son alliance avec les Etats-Unis, chercher toujours à adhérer à l'Union européenne en tant que membre à part entière mais en même temps s'ouvrir vers le Moyen-Orient et l'Afrique du nord², où la Turquie pourrait trouver des conditions favorables au développement de sa politique (Davutoğlu, 2010/05/20).

En fait, depuis la fin de la Guerre froide et jusqu'aujourd'hui, le Moyen-Orient a subi des bouleversements profonds et a connu des conflits nouveaux qui viennent s'ajouter à ceux déjà existants. Tout d'abord la guerre de 1991 contre Bagdad qui a conduit l'Iraq au bord de la faillite et qui a fait raviver la Question kurde, pour le moins dans sa dimension irakienne, représentent pour Ankara une source d'inquiétude majeure, puisque la Turquie se bat depuis le début des années '80 contre les Kurdes vivant dans le sud-est turc (Kefala, 2006). Par la suite, la faillite des négociations israélo-palestiniennes et le démenti cruel des espoirs pour une paix régionale nés par les Accords de

Washington en septembre 1993, fait de la Question palestinienne un problème grave et chronique qui affecte profondément le Moyen-Orient³. Par ailleurs le durcissement de la position américaine et israélienne face à l'Iran, l'isolement et, par la suite, la marginalisation de la Syrie, pays en voisinage immédiat avec la Turquie, sont des facteurs qui créent beaucoup d'opportunités mais aussi beaucoup des risques pour la politique turque. Enfin, la guerre contre le terrorisme islamique lancée par le président américain de jadis Georges Bush et l'identification de l'Islam au terrorisme a provoqué des difficultés à la politique turque, dirigée d'ores et déjà par le AKP.

Dans ce contexte défavorable et lourd de menaces et de risques, Ankara a cherché à suivre une politique moyen-orientale très active dont le succès aurait un double mérite pour l'AKP: D'une part Ankara soulignerait son poids géopolitique et surtout son poids géoculturel, grâce auquel la Turquie pourrait jouer le rôle indispensable de médiateur entre les Etats-Unis/Union européenne et le monde musulman (Eralp, 2006: 99-100) en crispation par les pressions continues américaines et en colère par le lien direct établi par Washington entre la religion islamique et le terrorisme. D'autre part, si la Turquie pouvait jouer ce rôle de médiateur son importance politique serait augmentée et elle deviendrait de la sorte un facteur régional dont les intérêts devraient être pris en considération à toute solution donnée aux problèmes moyen-orientaux ou dans tout nouvel équilibre qui y serait établi. Un tel succès dans la politique extérieure de l'AKP confirmerait la validité du «modèle turc», c'est-à-dire de la synthèse entre l'Islam politique et la démocratie de type occidental, ce que procurerait à l'AKP encore plus d'avantages dans sa lutte contre ses rivaux politiques à savoir les kémalistes et les leaders de l'armée turque.

Il s'agit donc d'une interaction continue entre la politique intérieure et extérieure: pour réussir son adhésion à l'Union européenne, un des buts principaux de la politique extérieure turque auquel aspirent tant les kémalistes que l'AKP, le gouvernement devrait procéder à des changements profonds dans tous les domaines. Au niveau politique le changement le plus important concernait le rôle prépondérant de l'armée dans la vie politique turque, un rôle inconcevable dans un système politique qui se réclame de la démocratie occidentale. Dès son arrivée au pouvoir l'AKP avait tout intérêt à poursuivre un tel changement, d'autant plus qu'il disposait d'un important soutien populaire ainsi qu'à faire promouvoir de nouvelles lignes directrices dans sa politique extérieure. Or, la politique suivie jusqu'alors était plutôt dictée par l'armée et elle était étroitement liée à celle de l'Occident dont les intérêts ne coïncidaient pas toujours avec ceux de la Turquie, ni dans le niveau politique et stratégique ni dans le niveau économique. L'ouverture d'Ankara vers le

monde arabo-musulman semblait donc plus que nécessaire, mais pour accomplir ce but la Turquie devrait éliminer la méfiance arabe à son égard née tout d'abord de son alliance stratégique avec Israël.

Les relations turco-israéliennes

Les relations turco-israéliennes datent en substance depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, la Turquie étant un des pays qui ont reconnu l'Etat juif dès 1949. A l'époque Ankara n'était pas soucieuse à maintenir ses liens avec son contour moyen-oriental croyant que ces liens, dans la mesure où ils existaient, ils appartenaient plutôt au passé qu'au futur. Qui plus est l'Etat turc moderne, qui ne comptait alors que vingt-cinq ans, ne jouissait pas d'une grande sympathie dans le monde arabe. Or Israël, porteur de valeurs occidentales, était, tout comme la Turquie, un Etat non arabe dans une région dominée par le nationalisme arabe. L'idée développée par David Ben Gourion, le fondateur de l'Etat juif, que les pays non arabes du Moyen-Orient devraient collaborer, sinon nouer une alliance pour faire face à l'hostilité arabe contre eux (Parsi, 2007: 21-23) a trouvé un accueil favorable en Turquie kémaliste qui à l'époque ne souhaitait pas souligner son profil moyen-oriental.

Les relations entre la Turquie et Israël existaient donc d'une manière substantielle, quoi que discrète, ce qui provoqua le mécontentement israélien (Nahmani, 2003: 221) d'autant plus que durant la Guerre froide les deux pays avaient des intérêts convergents et des adversaires communs: la Syrie et l'Irak, par exemple, deux Etats alliés de l'Union soviétique qui cherchaient chacun pour soi le rôle du «champion de la cause commune» c'est-à-dire deux Etats qui se mettaient en défenseurs du peuple palestinien, et qui étaient des adversaires redoutables pour Israël. En ce qui concerne la Turquie, ses relations avec la Syrie et l'Irak étaient des relations tendues, sinon conflictuelles, surtout à cause de la question du partage des eaux des fleuves Tigre et Euphrate, qui trouvent leurs sources sur le sol de la Turquie de sud-est et qui traversent par la suite la Syrie et l'Irak. Cette question si importante a faillit se transformer en conflit armé ouvert entre Ankara d'une part et Damas et Bagdad d'autre part durant les années '80, mais le pire a été évité par la médiation de l'Arabie saoudite. Par la suite, les relations turco-syriennes s'aggravent davantage car Ankara accusait Damas d'avoir systématiquement aidé la guérilla kurde qui se battait contre l'armée turque dans le sud-est du pays depuis 1982.

Dans l'époque métabipolaire, la guerre du Golf, déclenchée contre l'Irak en janvier 1991, a provoqué des graves bouleversements régionaux, dont la

création de deux zones interdites à l'aviation irakienne couvrant le sud de l'Irak principalement habité par des chiïtes et le nord du pays région fortement habitée par les Kurdes a profondément inquiété Ankara. En effet, la Turquie avait peur que la création de cette poche de sécurité pour les Kurdes de l'Irak n'encourage les revendications des Kurdes vivant en Turquie. Dans ce contexte, Ankara a pratiqué le dit droit de poursuite, c'est-à-dire que l'armée turque envahissait régulièrement les frontières turco-irakiennes en poursuivant des rebelles armés du PKK qui selon la Turquie y trouvaient refuge. Il en va de même pour la Syrie, accusée par Ankara et Tel Aviv de donner refuge tant aux cadres politiques kurdes qu'aux leaders des organisations islamiques palestiniennes.

En dehors des questions politiques, la coopération entre la Turquie et l'Etat d'Israël s'étendait aussi dans le domaine de vente d'armes et à la collaboration militaire. Israël a développé une technologie militaire avancée et il est devenu un important exportateur d'armes. L'armée turque y pourrait acheter d'armes de nouvelle technologie sans subir des restrictions, même officieuses, à l'utilisation de ces armes, comme c'était le cas quand la Turquie achetait de l'armement chez ses partenaires de l'OTAN. Il s'agissait d'une situation favorable à toutes les deux parties: la Turquie pouvait obtenir d'armement sophistiqué sans restrictions quant à son utilisation, par exemple interdiction d'utiliser cet armement contre ses minorités, et Israël gagnait d'importantes sommes d'argent par les commandes passées par l'armée turque à l'industrie militaire israélienne.

Dans ce contexte de convergence d'intérêts, en février 1996 la Turquie et l'Etat d'Israël transformèrent leur collaboration en une alliance stratégique dont le contenu n'est pas entièrement rendu public. Ceci étant, dans le cadre de cette alliance, il semble que les deux pays signataires se sont mis d'accord à réaliser d'exercices militaires communs, à s'échanger des renseignements militaires, à avoir chacun la liberté d'utiliser l'espace aérien ou territorial de l'autre, à coordonner leurs stratégies de défense etc. (Ozturk, 2005). Bien que cette alliance ne soit pas une alliance classique, par exemple elle ne contenait pas la clause d'une assistance militaire au cas d'une attaque contre l'un des deux pays signataires, elle créait un espace stratégique commun ou plutôt un espace de sécurité qui servirait également aux intérêts américains (Bir – Scherman, 2002). Cette alliance fonctionnait par conséquent comme un multiplicateur de puissance tant pour la Turquie que pour Israël et renforçait davantage la position américaine non seulement au Moyen-Orient, mais aussi au Caucase.

L'alliance turco-israélienne se transformait en réalité en un triangle stratégique, unissant entre eux Washington et ses deux alliés stratégiques dans

cette région névralgique et toujours en agitation. Or, ce fait suscitait d'une part la méfiance d'autres pays de la région, comme la Syrie, qui cherchaient des moyens à contrebalancer cette nouvelle menace; d'autre part cette alliance mettait dans une position difficile l'autre allié important des Etats-Unis au Moyen-Orient, à savoir l'Egypte qui se voyait mise à l'écart dans les équilibres nouveaux formés par le couple turco-israélien. Qui plus est, tant Israël que les Etats-Unis avaient tout intérêt à renforcer la Turquie et à soutenir sa politique régionale, basée sur la dite synthèse turco-islamique.

Mais si des intérêts convergents ont poussé Ankara et Tel-Aviv à l'alliance, des intérêts divergents ont conduit les deux pays à la rupture. Le point de divergence le plus important concernait le sort de l'Irak (Burris, 2003). Pour la Turquie le démembrement de l'Irak devrait être évité à tout prix, à cause de répercussions négatives que pourrait avoir un changement des frontières dans une région parsemée de minorités, comme c'est le cas du Moyen-Orient, mais surtout à cause de la Question kurde. La Syrie partageait-elle aussi ces mêmes préoccupations, car sur son sol vivent aussi des Kurdes, tout comme en Turquie. Par contre, pour Israël le démembrement de l'Irak signifiait que son vieil ennemi ne pourrait plus représenter une menace considérable contre la sécurité de l'Etat juif. Pour les Etats-unis aussi, la création d'un Etat kurde au nord de l'Irak représenterait un avantage de taille car un tel Etat, très riche en pétrole par ailleurs, serait un allié fidèle à Washington.

Les relations turco-israéliennes commencent à se refroidir dès l'éclat de la deuxième Intifada palestinienne, en septembre 2000, réprimée avec violence par l'armée israélienne qui a occupé de nouveau les grandes villes de Cisjordanie, passées sous le contrôle de l'Autorité palestinienne depuis l'Accord de Washington en 1993. En 2002 le Parti de la Justice et du Développement sous Recep Tayyip Erdoğan gagne les élections législatives avec une écrasante majorité et quelques mois plus tard les Etats-Unis, dans le cadre de leur croisade contre le terrorisme islamique, déclenchent une nouvelle guerre contre l'Irak. Cette guerre, qui a provoqué des vives réactions parmi les alliés des Etats-Unis, a été vivement soutenue par Israël qui a identifié sa politique de force armée exercée aux territoires palestiniens occupés à la politique contre le terrorisme islamique menée par Washington. Dans ce contexte la Question kurde, neutralisée durant les douze ans d'embargo imposé au régime de Saddam Hussein, se pose de nouveau et d'urgence pour la Turquie.

Dans ces conditions le nouveau gouvernement turc sous Recep Tayyip Erdoğan a réagit d'une manière jusqu'ici inconcevable face au grand allié américain: il n'a pas permis aux forces américaines d'utiliser le sol turc pour ouvrir un deuxième front contre l'Irak. Cette décision du gouvernement

Erdoğan a certes provoqué des réactions de la part des leaders de l'armée turque mais la puissance politique de l'AKP a été grande et intacte et il n'était pas facile pour les généraux Turcs d'organiser un coup d'Etat «méta moderne» comme celui de 1997 contre le gouvernement islamique d'Erbakan, de jadis. Qui plus est un coup d'Etat devenait d'autant plus difficile que la Turquie soit obligée de procéder à des changements politiques et institutionnels profonds dans la direction de sa démocratisation, condition *sine qua non* pour continuer son itinéraire européen et obtenir finalement son adhésion à l'Union européenne. Cette réaction inédite d'Ankara face à la demande américaine en 2003, était plutôt perçue à l'époque comme une erreur dûe au manque d'expérience du gouvernement Erdoğan qui mettait en cause son rôle d'allié stratégique des États-Unis et qui privait l'économie faible turque d'une offre économique américaine de plus de vingt-cinq milliards de dollars (Candar, 2006).

Cependant la suite de la politique extérieure de l'AKP montre qu'il ne s'agissait pas d'une erreur mais d'une décision délibérée qui mettait les fondements d'une nouvelle politique régionale turque, adaptée aux nouvelles conditions prévalant tant à l'intérieur de la Turquie qu'aux sous-systèmes qui lui sont voisins. D'ores et déjà l'AKP semblait décidé à suivre une politique régionale ouverte débarrassée de fardeaux du passé et de tout élément qui pourrait freiner le dynamisme de la politique régionale turque. Mais pour que la Turquie développe ce dynamisme il faudrait également mettre en valeur son poids géopolitique, géostratégique, géoéconomique et géoculturel et un des champs les plus propices pour une telle ouverture était le monde arabe. Or, l'alliance avec Israël ne représentait plus un avantage pour la Turquie (Razoux, 2010); au contraire elle s'est transformée en un obstacle pour le rapprochement du monde arabe au sein duquel la Question palestinienne occupe toujours une position spéciale.

Devenir le champion du monde arabe

Dans ce contexte, les premières frictions aux relations turco-israéliennes apparaissent en mars 2002, durant la réoccupation des villes palestiniennes en Cisjordanie par l'armée israélienne et surtout par la sanglante reprise des camps des réfugiés palestiniens de Jénine en avril de la même année. Cette opération avait un impact tellement négatif sur l'opinion publique de la Turquie⁴, que le Premier ministre Turc d'alors, Bulent Ecevit, leader d'un parti laïque et de gauche modérée, a déclaré que les opérations israéliennes à Jénine «était un génocide» (Schleifer, 2011).

Mais ce n'est pas uniquement le cas de la Palestine qui a conduit la Turquie à formuler des critiques acerbes contre son allié stratégique américain, mais aussi la politique de Washington contre l'Irak. En effet, le nouveau gouvernement turc sous Recep Tayyip Erdoğan, monté au pouvoir en novembre 2002 et disposant d'une écrasante majorité parlementaire, était contre la décision de Washington de déclencher une nouvelle guerre contre l'Irak et ceci pour deux raisons. Tout d'abord parce que la Turquie n'avait rien à gagner d'une guerre contre un pays voisin, ce qui constitue en soi une source d'instabilité et de menace pour la région toute entière. Les objections turques à cette guerre devenaient d'autant plus fortes à cause de la Question kurde ouverte par les Etats-Unis pendant la guerre précédente contre l'Irak, à savoir celle de 1991. Or, Ankara qui se battait contre les Kurdes du PKK depuis 1982 craignait que cette nouvelle guerre ne conduise à l'autonomie des Kurdes de l'Irak, ce qui pourrait ouvrir la même voie aux Kurdes de la Turquie. Par la suite, le gouvernement Erdoğan, qui comptait beaucoup sur l'identité musulmane tant au niveau politique qu'idéologique, se trouve dans une position délicate et difficile par cette nouvelle attaque occidentale contre un pays musulman. C'est dans ce cadre des considérations que le gouvernement d'AKP a refusé aux Etats-Unis l'utilisation du territoire turc pour ouvrir un second front contre l'Irak en 2003 et que certains de hauts cadres de l'AKP ont qualifié de «génocide» (Cagaptay, 2009) l'offensive américaine contre la ville irakienne de Faludja.

Mais c'est justement la Question irakienne qui a contribué au rapprochement entre Ankara et Damas, cette dernière ayant tout intérêt à établir des liens avec la Turquie, des liens qui briseraient l'isolement international imposé en Syrie par l'Occident. En janvier 2004 le président Syrien Bashir al-Assad, invité à la capitale turque, avait l'occasion de discuter la Question irakienne avec le Premier ministre Turc Recep Tayyip Erdoğan; De ces pourparlers il en résulte une parfaite convergence de vue: Ni la Turquie ni la Syrie ne souhaitaient qu'il y ait un démembrement de l'Irak et surtout pas un Kurdistan autonome (Öztürk, 2005).

Le rapprochement turco-syrien n'a pas provoqué des vives réactions de la part de Tel-Aviv, ce qui ne fut pas le cas quand Ankara a fait savoir son intention d'élever ses relations diplomatiques avec les Palestiniens. La réponse d'Israël - qui avait par ailleurs tout intérêt à un affaiblissement incontournable de l'Irak - y était immédiate et très sévère, mettant en garde la Turquie que dans un cas pareil Israël enverrait un ambassadeur au Kurdistan irakien, jouissant d'une large autonomie dans le cadre de l'Etat irakien, d'ores et déjà, fédéral (Kosebalaban, 2012).

Bien qu'Ankara n'ait pas changé le niveau de ses relations diplomatiques avec les Palestiniens, pourtant ses relations avec Tel-Aviv allaient de mal en pis dans la mesure où Tel-Aviv suivait une politique trop agressive contre les civils Palestiniens dans le but de briser la seconde Intifada. Le nombre croissant des civils Palestiniens morts par l'armée israélienne, la démolition des maisons de famille de ceux qui ont commis une attaque de suicide contre des cibles civiles israéliennes et surtout l'assassinat du chef spirituel du Hamas islamique, Cheik Yassin, et de son successeur Abdelaziz al-Radissi, ont eu un effet très négatif sur l'opinion publique turque. En résumant la colère et l'indignation provoquées en Turquie par cette politique israélienne, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a qualifié la politique israélienne contre les civils Palestiniens de «terrorisme d'Etat» et il a accusé les Etats-Unis, qui épaulaient Israël sans réserves, de «complicité au massacre» (*Haaretz*, 2004).

Malgré ces graves frictions, les relations turco-israéliennes ne sont pas rompues, l'alliance stratégique entre les deux pays persistait et, même, la Turquie a entrepris le rôle de médiateur pour la reprise des négociations de paix entre Israël et la Syrie. Or, il s'agissait d'un vain effort, puisque Tel-Aviv souhaitait négocier non seulement le retour, certes pas inconditionnel, des Hauteurs du Golan à Damas mais aussi l'alliance de cette dernière avec Téhéran, ce qui était hors de question pour la Syrie. Face à une telle situation, Ankara commence à multiplier les gestes d'ouverture vers des pays arabes et à prendre des distances à l'égard d'Israël.

Par la suite, la très sanglante opération dite «Plomb durci» déclenchée par Israël contre la Bande de Gaza en décembre 2008 dans le but déclaré «d'éliminer les terroristes du Hamas islamique pour gagner la sécurité de l'Etat juif» a eu un effet de catalyseur aux relations turco-israéliennes, des relations déjà minées par une divergence d'intérêts qui se faisait de plus en plus sentir. Ainsi, le Premier ministre Turc, Recep Tayyip Erdoğan, pendant sa rencontre avec le Secrétaire général de l'ONU en voyage au Moyen-Orient début janvier 2009, n'a-t-il pas caché sa colère contre l'opération «Plomb durci» et il a même demandé l'expulsion d'Israël des Nations-Unies puisque l'Etat juif continuait à ignorer les appels onusiens d'arrêter ses attaques sanglantes (*Epohi*, 2009). Quelques jours plus tard, le Premier ministre Turc qui participait au Forum Economique Mondial de Davos accuse violemment le Président israélien Simon Peres de l'opération «Plomb durci» contre Gaza et quitte la salle de conférence.

Depuis, les relations de deux pays vont de mal en pis: Le 11 octobre 2009 Ankara exclut la participation israélienne aux exercices militaires sur le sol turc, tandis que le 11 janvier 2010 l'ambassadeur Turc à Tel Aviv est invité

par les autorités israéliennes à s'excuser pour un feuilleton présenté à la télévision turque jugé antisémite. Le 8 avril 2010 Recep Tayyip Erdoğan caractérise Israël comme la menace principale contre la paix au Moyen-Orient et le 17 mai 2010 Israël dénonce la fraude de l'accord sur l'enrichissement de l'uranium iranien signé entre la Turquie, le Brésil et l'Iran. Mais l'incident le plus grave qui a profondément marqué les relations turco-israéliennes et les a pratiquement conduit à la rupture a été l'attaque des forces armées israéliennes contre le navire turc *Mavi Marmara* au mois de mai 2010. Ce navire faisait partie de la flottille internationale cherchant à briser l'embargo total imposé par Israël à la Bande de Gaza sous contrôle du «gouvernement terroriste de Hamas». A la suite de cette attaque israélienne contre *Mavi Marmara* neuf ressortissants Turcs ont trouvé la mort. Ankara a demandé avec insistance que Tel-Aviv présente officiellement ses excuses pour cet incident sanglant mais l'Etat juif s'est contenté à exprimer ses regrets, ce qui était loin d'offrir la satisfaction demandée par la Turquie.

La question de *Mavi Marmara* est investiguée par une commission d'enquête onusienne qui a publié un rapport qui d'une part caractérisait d'excessive l'utilisation de la violence utilisée par les forces israéliennes et d'autre part caractérisait d'illégal l'effort des activistes de briser l'embargo imposé à Gaza⁵. La riposte turque, à savoir l'expulsion de l'ambassadeur Israélien et la suspension des liens militaires unissant Ankara à Tel-Aviv depuis 1996, montrent la détermination de la Turquie d'aller loin avec cette lutte à la corde diplomatique et politique. Ceci étant, c'est la déclaration d'Ahmet Davutoğlu, Ministre Turc des Affaires étrangères, que son pays «prendra toutes les précautions nécessaires pour la sécurité de la navigation maritime dans l'est de la Méditerranée»⁶ qui met l'affaire de *Mavi Marmara* et les réactions relatives d'Ankara sous une optique tout à fait différente.

Il s'agit, en effet, d'une approche régionale dominée par la Question chypriote laquelle se trouve directement liée avec un double but stratégique de la Turquie: D'une part il s'agit d'accomplir l'enjeu de son intégration à l'Union européenne et d'autre part, il s'agit de la préservation de ses «acquis» à Chypre, dont le 38, 5% reste toujours sous occupation turque depuis l'invasion de 1974. L'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne à part entière en 2004, a provoqué une très vive réaction de la part du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan, qui a adopté en la matière la position commune à tous les gouvernements turcs successifs depuis 1974: Soit refuser de reconnaître la République de Chypre, en tant qu'Etat indépendant et traiter Nicosie comme «l'administration chypriote-grecque» (Claude, 2007: 252). Ceci étant, pour concilier ces deux enjeux stratégiques,

et sous les pressions de Bruxelles, la Turquie a accepté de négocier de nouveau sur la base d'un nouveau plan, présenté par le Secrétaire général de l'ONU de jadis, Koffi Annan, accepté par les Chypriotes-turcs mais pas par les Chypriotes-grecs. Ankara revient donc à sa position initiale et par conséquent elle rejette comme «nul et non advenu» tout acte international de Nicosie, comme c'est le cas de la délimitation de zones maritimes d'intérêt économique.

Or, la découverte des riches gisements sous-marins de pétrole et de gaz naturel dans l'est de la Méditerranée posait la question de la délimitation des zones exclusives d'exploitation économique parmi les Etats côtiers de cette région, selon le Droit de la mer. Mais cette délimitation devient un problème très difficile à résoudre étant donné que les relations des Etats côtiers sont plutôt loin de ce que l'on pourrait appeler des «relations de bon voisinage.» La République de Chypre, ayant conscience des difficultés à surmonter, a cherché à conclure des accords nécessaires de délimitation pour exploiter ce trésor énergétique mais la Syrie, l'Égypte et le Liban sont revenus sur leur position positive initiale devant les menaces peu voilées de la Turquie (Kanli, 2011). Le seul pays de la région qui a finalement signé un tel accord avec la République de Chypre était Israël, pays adjacent et disposant lui aussi de très riches gisements de pétrole et de gaz naturel sous-marins (Kefala, 2011). Cet accord a donc touché le noyau dur des intérêts régionaux turcs, ce qui explique l'intransigeance d'Ankara dans l'affaire de *Mavi Marmara*, qui a joué le rôle d'un catalyseur aux relations déjà tendues et fragilisées entre la Turquie et l'Etat juif, les alliés stratégiques d'alors.

En fait, la Turquie en choisissant d'adopter une position intransigeante face à Israël cherchait à obtenir d'une pierre deux coups: Préserver le noyau dur de sa politique chypriote, à savoir la négation de l'existence de l'Etat chypriote, neutraliser la politique de la Grèce en la matière, se débarrasser d'une alliance qui ne servait plus la politique régionale d'Ankara, voire elle représentait d'ores et déjà un fardeau, sauvegarder son prestige aux yeux de l'opinion publique turque et musulmane, et s'imposer comme le nouvel Etat fort de la région qui n'hésite pas à rompre ses liens privilégiés avec Israël et même provoquer sa colère pour défendre les Palestiniens et devenir donc «le nouveau champion de la cause commune.» Dans ce contexte, il n'est pas étrange que la Turquie ait cherché à jouer un rôle primordial au devenir des révoltes arabes qui éclateront en janvier 2011.

Les révoltes arabes et la Turquie

Au début de 2011 le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont secoués par les dites émeutes du pain qui sont très vite transformées en révoltes populaires, qui finissent par renverser des régimes-tunisien et égyptien jusqu'alors considérés inébranlables. De ce fait, les équilibres politiques régionaux sont sérieusement bouleversés, vu que ces régimes avaient des relations privilégiées avec l'Occident, qui, surpris et embarrassé, se contentait à suivre le cours des événements sans pouvoir y intervenir. Par contre, la Turquie a très vite ajusté sa politique aux conditions nouvelles créées par la révolte égyptienne et elle était un des premiers pays qui ont demandé au président égyptien Hosni Moubarak de quitter le pouvoir pour éviter l'effusion du sang dans le pays.

L'irrésolution et la confusion de l'Occident augmentent dans le cas libyen du moment où la position des révoltés est devenue critique et qu'ils ont demandé l'aide occidentale pour imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour empêcher les forces de Mouamar Quaddafi à marteler leurs positions. Face aux appels des Libyens révoltés, la France, le Royaume Uni et le Liban, le 17 mars 2011 ont fait adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU la résolution 1973, qui permet aux pays qui le souhaitent de participer aux opérations militaires nécessaires à l'établissement d'une *no fly zone* sur la Libye pour la protection des civiles et pour y imposer un cessez-le-feu. Dans un premier temps la Turquie a refusé toute intervention étrangère en Libye mais face à la résolution de Paris, de Londres et finalement de Washington, Ankara a changé d'avis et elle a participé aux opérations, commencées le 20 mars, qui ont conduit au renversement du régime libyen mais elle n'a demandé la démission de Mouamar Quaddafi que le 3 mai.

La Turquie a adopté une politique analogue dans le cas de la révolte syrienne, commencée à mi-mars 2011: elle s'est opposée à toute intervention étrangère en Syrie, et ce n'est qu'après des mois de répression sanglante qu'Ankara ait invité le Président Syrien à quitter le pouvoir⁷. On se demande donc pourquoi la Turquie a suivi une politique si différente face à l'Égypte d'une part et face à la Libye et la Syrie d'autre part. La réponse se trouve dans les intérêts économiques et politiques turcs dans ces trois pays. En faite, les relations politiques d'Ankara avec le Caire du temps de Hosni Moubarak ont été plutôt tièdes et les intérêts économiques turcs en Égypte plutôt médiocres. En conséquence une attitude dure face au régime et favorable aux manifestants de la place *Tahrir* offrait à Ankara d'avantages politiques, voire sans aucun coût. Au contraire, dans le cas de la Libye la position turque était différente car Ankara avait d'importants intérêts économiques, vu que depuis l'ouverture du régime libyen vers l'Occident la Turquie a développé des

relations économiques croissantes et un grand nombre des ressortissants Turcs travaillaient en ce pays nord-africain. En ce qui concerne la Syrie, Ankara avait tout intérêt à supporter le régime en place avec lequel elle partageait la même optique sur des questions régionales d'intérêt commun (Tocci, 2011).

Dans ces deux cas, Ankara a fait preuve d'une flexibilité politique et elle a changé de cap quand son soutien à Tripoli et à Damas se retourne contre elle en raison des réactions internationales croissantes contre les régimes de ces pays. Par ailleurs, après la rupture des relations turco-israéliennes, Ankara a cherché à ménager ses relations avec Washington, surtout dans le cadre de la crise libyenne, durant laquelle la Turquie a réaffirmé son attachement aux liens transatlantiques, tandis qu'elle a consenti à l'installation du bouclier antimissile américain (Marcou, 2011) conçu selon les Etats-Unis à protéger ses alliés régionaux d'un coup iranien contre eux. Or, cette attitude a provoqué des frictions aux relations entre Ankara et Téhéran, partenaire économique important d'Ankara, dans la mesure où selon l'optique iranienne, ce bouclier antimissile se dirige clairement contre l'Iran et menace sa sécurité.

Le 11 septembre 2011, le Premier ministre Turc a successivement visité Le Caire, Tripoli et Tunis, dans un effort de resserrer les liens politiques ou d'établir des relations plus étroites dans cette région en effervescence avec les nouvelles forces politiques émergées après la chute d'anciens régimes en place. Les enjeux politiques de cette tournée sont plutôt clairs: d'une part la Turquie cherche à se présenter en tant que puissance régionale; d'autre part, elle souhaite souligner son poids économique, mais surtout idéologico-politique, et faire valoir son modèle turco-islamique, composé d'un Islam politique modéré et d'un système économique et politique démocratique de type occidental. Il semble que la tâche soit facile pour Ankara dans ce dernier domaine, puisque des partis islamiques, tels l'Enahda en Tunisie ou les Frères Musulmans en Egypte se réclament déjà du modèle turc, qui est loin du fanatisme et de l'intolérance du fondamentalisme islamique (Rabbani, 2011). La Turquie servira-t-elle de modèle aux pays arabes qui viennent de se libérer de régimes corrompus et autoritaires? La réponse est plutôt négative, parce que chaque pays est différent et le modèle de l'AKP n'est pas une panacée et parce que le modèle turc a montré ses limites par son insistance à imposer une islamisation qui se fait de plus en plus sentir sur la vie publique (Schmid - Semo, 2011). Finalement, il ne faut pas oublier que les révoltes arabes ont eu comme base des valeurs laïques, telles la démocratie et la dignité, et qu'elles ne sont pas accomplies par des islamistes.

Conclusion

Renforcé d'une audience politique extraordinaire Recep Tayyip Erdoğan a cherché à utiliser à son profit les demandes européennes de modernisation du pays, condition *sine qua non* pour son adhésion à l'Union européenne. Dans ce contexte, le Premier ministre Turc a put neutraliser politiquement l'armée, jusqu'alors garant du caractère laïque de la Turquie, et à donné un nouveau souffle à l'économie turque au bord de la faillite. Dans le domaine de la politique extérieure, l'AKP a suivi une politique qui se veut nouvelle mais qui se base sur des lignes directrices du passé: faire valoir son poids géostratégique et géopolitique, s'imposer en tant que grande puissance, préserver ses intérêts régionaux, maintenir son alliance avec les Etats-Unis, qui ont toujours besoin de la Turquie pour mener à bien leur politique au Caucase et en Asie centrale (Lewis, 2006), adhérer à l'Union européenne en bonne et due forme.

Mais pour accomplir ces vieux enjeux la politique turque devrait s'adapter aux conditions nouvelles prévalant aux sous-systèmes voisins. Dans ces circonstances, la politique extérieure de Recep Tayyip Erdoğan instrumentalise des facteurs politiques et idéologiques, comme l'Islam politique modéré, pour se rapprocher des pays à populations musulmanes et elle développe le concept d'un espace géoculturel commun qui correspond grosso modo aux confins de l'Empire ottoman. Aussi, la Turquie fait-elle valoir sa position charnière et vise à devenir une puissance géoéconomique, c'est-à-dire transformer son territoire en passage obligatoire d'oléoducs qui assureront la sécurité énergétique occidentale. Il s'agit en conséquence d'une politique trop ambitieuse qui ne saurait pas être débarrassée de contradictions et qui semble parfois ne pas prendre en considération les réalités locales et régionales.

Si l'on veut donc évaluer la politique moyen-orientale de la Turquie on constate qu'elle suit à la fois plusieurs objectifs contradictoires, comme son rapprochement à l'Iran et en même temps son consentement à l'installation du bouclier antimissile, ou bien l'idée que la Turquie pourrait devenir le nouveau pôle idéologico-politique au Moyen-Orient pour avoir adopté une politique pro-palestinienne ou encore l'idée que la Turquie est devenue le nouveau leader du monde arabe parce que des partis islamiques, émergés à la suite des révoltes arabes, se réclament de son modèle. Or, il n'y a pas de raison pour croire que le monde arabe pourrait surmonter sa méfiance traditionnelle à l'égard de la Turquie et, encore moins, qu'il est prêt à accepter son hégémonie politique. Il semble donc très peu probable que la Turquie pourrait accomplir les enjeux de sa politique moyen-orientale.

NOTES

1. Le texte cité provient de l'ouvrage d'Ahmet Davutoğlu, traduit en grec. Les sections citées sont traduites en français par l'auteur et les numéros des pages citées correspondent à l'édition grecque de l'ouvrage.
2. "As we leave behind the first decade of the 21st century, Turkey has been able to formulate a foreign-policy vision based on a better understanding of the realities of the new century, even as it acts in accordance with its historical role and geographical position. In this sense, Turkey's orientation and strategic alliance with the West remains perfectly compatible with Turkey's involvement in, among others, Iraq, Iran, the Caucasus, the Middle East peace process, and Afghanistan."
Davutoğlu A. Turkey's Zero-Problems Foreign Policy http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy
3. Il est intéressant de noter que le fait que la Turquie n'a pas été invitée à participer à la Conférence de paix à Madrid lancée par les Etats-Unis en octobre 1991 est perçu par Ankara comme un signe que la Turquie est considérée par l'Occident comme un pays de 'deuxième rang' (Davutoğlu, 2010: 281).
4. Le commentaire du président Américain de jadis, Georges Bush, qui a qualifié le Premier ministre Israélien, Ariel Sharon qui a pris cette décision, «d'un homme de paix» a fait déborder l'opinion publique en Turquie, et dans le monde musulman tout entier. Par ailleurs, l'opinion publique en Turquie s'est montrée très hostile face à Israël en 1980, après que Tel-Aviv eut annexé Jérusalem Est à l'Etat juif en déclarant que Jérusalem ainsi unifiée constitue sa capitale éternelle et indivisible.
5. «Dans ce document, la commission d'enquête de l'ONU estime, certes, qu'Israël a fait un usage «excessif» et «déraisonnable» de la force, ce fameux 31 mai 2010 lorsque l'assaut israélien a été donné sur le bateau turc Mavi Marmara. Mais elle soutient aussi qu'Israël a agi en état de légitime défense face à la «résistance organisée et violente» de certains activistes. Le rapport donne également raison à l'Etat hébreu en affirmant que le blocus naval qu'il maintient sur l'enclave palestinienne est légal du point de vue du droit international. Un élément que les officiels Turcs envisagent de contester en s'adressant à la Cour de Justice internationale de la Haye. Démarche longue et complexe en perspective. Mais la force du rapport est considérablement amoindrie par le fait que les membres turcs et israéliens de la commission, composée de quatre hommes, se sont dissociés des conclusions du rapport. Un responsable des Nations-Unies souligne qu'en réalité, les deux parties, israélienne et turque, ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur le récit des événements, ni sur les conclusions du rapport. Le document n'est donc pas un document qui fait consensus. D'ailleurs, le président Turc Abdullah Gül a déclaré que ce rapport était «nul et non avvenu.»
6. *Op. cit.*
7. Le 22 novembre Recep Tayyip Erdoğan a demandé à Bachar al Assad de quitter le pouvoir en soulignant que la répression des manifestants par le régime syrien renvoie aux méthodes de l'Allemagne nazie.
http://www.lepoint.fr/monde/syrie-la-turquie-demande-la-demission-d-assad-23-11-2011-1399276_24.php

BIBLIOGRAPHIE

Altunışık M. - Martin L., «Making Sense of Turkish Foreign Policy in the Middle East under AKP». Special Issue on Turkey and the Middle East, *Turkish Studies*, 2011, Vol. 12, N°4.

Bazoglu S., Turkey's Security Policies. IISS, *Adelphi Paper*, N° 164, 1981.

Benli Altunışık M., «Challenges to Turkey's "Soft Power" in the Middle East».

Bir C. – Sherman M., «Formula for Stability: Turkey Plus Israel». *The Middle East Quarterly*, Fall 2002, Vol. IX, N° 4.

Burris G., «Turkey-Israel: Speed Bumps». *Middle East Quarterly*, Fall 2003, Vol. X, N°4.

Cagaptay S., «Is Turkey Leaving the West? An Islamic Foreign Policy Puts Ankara at Odds With Its Former Allies»; *Foreign Affairs*, October 2009.

Candar C., «La politique extérieure turque et la guerre contre l'Irak». Dans Kairidis D. – Martin L. (s.l.d.), *Le rôle et la position de la Turquie dans le monde*. Editions Sideris, Athènes, 2006 (en grec).

Claude G., *La Méditerranée: Géopolitique et relations internationales*. Ellipses, Paris, 2007.

Davutoğlu A., *La profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie*, Editions Piotita, Athènes 2010 (tr. en grec).

Davutoğlu A., Turkey's Zero-Problems Foreign Policy, http://foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy

Dieht[http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy)foreign_policy

Dieckoff A., «Israël et la Turquie: Contraintes et perspectives», dans Picard E. (s.l.d.) *La nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'Orient arabe et la Turquie*. L'Harmattan, Paris, 1993.

Dorransoro G., *Que veut la Turquie? Ambitions et stratégies internationales*. Autrement, Paris, 2009.

Epohi, 18/01/2009 (en grec).

Eralp A., «La Turquie et l'Union européenne» dans Kairidis D. – Martin L., (s.l.d.) *Le rôle et la position de la Turquie dans le monde*. Editions Sideris, Athènes, 2006 (en grec).

Gunter M., *The Kurds in Turkey: A Political Dilemma*. Westview Press, Boulder, 1990.

Kanli Y., «Mediterranean Gaz». March 14, 2011. <http://www.turkishpress.com/news.asp?id=364818>

Haaretz, 09/06/2004 <http://www.haaretzdaily.com/hasen/spages/434975.html>

Kefala V., «L'opération 'Liberté pour l'Iraq' et ses conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales». *Etudes helléniques*, Vol. 14, N° 1, automne 2006.

Kefala V., «La politique turque au Moyen-Orient durant l'époque métabipolaire» dans Yallouridis Ch.–Tsakonas P. (s.l.d.), *La Grèce et la Turquie après la fin de la Guerre froide*. Editions Sideris, Athènes, 1999 (en grec).

Kefala V., *L'évolution du Liban. Les facteurs déterminants*. Paris, L'Harmattan, 2011.

Kosebalaban H., «The Crisis in Turkish-Israeli Relations: What is its Strategic Significance?», *Middle East Policy Council*, 2012.

Lewis J.E., «Replace Turkey as a Strategic Partner?», *Middle East Quarterly*, Spring 2006, Vol. XIII, N°2.

Marcou J., «Les enjeux de la tournée des printemps arabes» de Recep Tayyip Erdoğan. 12/09/2011 <http://ovipot.hypotheses.org/6592>

Nahmani A., *Israël, Turquie et Grèce: des relations tumultueuses en Méditerranée orientale*, Papazisis, Athènes 2003 (traduit en grec).

Ozturc A., «Ankara-Washington-Tel Aviv: le triangle géopolitique». *Outre-Terre*, N° 10, 2005.

Parsi T., «*Treachorous Alliance. The Secret Dealings of Israel, Iran and the US*». Yale University Press, New Heaven, 2007.

Perouse J.-F., *La Turquie en marche, les grandes mutations depuis 1980*. La Martinière, Paris, 2004.

Razoux p., «Quel avenir pour le couple Israël-Turquie», *Politique étrangère*, Vol. 75, N° 1, printemps 2010.

Rabbani M., «The Arab Revolts: Ten Tentative Observations», *Jadaliyya*, 21/02/2011. http://www.jadaliyya.com/pages/index/710/the-arab-revolts_tentative-observations

Salem P., Turkey's Image in the Arab World. http://www.tesev.org/tr/UD_OBJS/PDF/OD/YYN/Paul_Saleme_FINAL.pdf

Schmid D.- Semo M., Un «modèle turc» pour les révoltes arabes? *Politique internationale*, printemps 2011, N° 131.

Schleifer Y., «For Israel and Turkey, Breaking Up Is Easy To Do», *The*

JewisDaily, September 16, 2011 <http://forward.com/articles/142808/for-israel-and-turkey-breaking-up-is-easy-to-do/>

Sitzenstuhl C., *La diplomatie turque au Moyen-Orient. Héritage et ambitions du gouvernement de l'AKP: 2002-2010*. L'Harmattan, Paris, 2011.

White J., «Islam and Democracy: The Turkish Experience»; *Current History*, January 1995.

Tocci N., «Turkey and the Arab Spring: Implications for Turkish Foreign Policy in Transatlantic Perspective». *Commentary*, September 2011.